

Articles divers sur la crise coréenne (II) - Après un survol de bombardiers...

dimanche 1er octobre 2017, par [Le Monde.fr](#), [MANDRAUD Isabelle](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2017).

Sommaire

- [Washington : Pyongyang ne](#)
- [Moscou cherche à se poser en](#)
- [La Chine impose la fermeture](#)
- [Les Etats-Unis revendiquent](#)
- [La Corée du Nord accuse \(...\)](#)
- [L'escalade verbale s'intensifi](#)

Washington : Pyongyang ne montre pas d'« intérêt » pour un dialogue avec Washington

Le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, a évoqué, samedi, l'ouverture de « lignes de communication » avec la Corée du Nord.

La Corée du Nord n'a montré « aucun signe d'intérêt » à de pourparlers avec les Etats-Unis, a estimé, samedi 30 septembre, le département d'Etat américain, dont le patron Rex Tillerson avait évoqué le même jour à Pékin l'ouverture de « canaux de communication » avec Pyongyang.

« Les officiels nord-coréens n'ont montré aucun signe d'intérêt pour des pourparlers sur la dénucléarisation », a déclaré la porte-parole de la diplomatie américaine Heather Nauert dans un communiqué, tout en rappelant l'existence de « plusieurs canaux pour communiquer avec des officiels au sein du régime nord-coréen », dont avait déjà parlé un peu plus tôt dans la capitale chinoise le secrétaire d'Etat.

Rex Tillerson avait à cet égard déclaré que les Etats-Unis étaient en train de « sonder » la volonté du régime de Kim Jong-un d'engager des discussions sur son programme nucléaire. « Nous posons des questions. Nous avons des lignes de communication avec Pyongyang, nous ne sommes pas dans le noir complet, nous avons deux ou trois canaux [de communication] ouverts avec Pyongyang », avait-il assuré devant des journalistes à Pékin, à la suite d'une rencontre avec le président chinois Xi Jinping.

Mais Washington assure maintenant que cette tentative de dialogue est restée sans réponse, sur fond d'escalade verbale entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un.

Spirale verbale

Rex Tillerson se fait, en revanche, le chantre de « pressions pacifiques » sur Pyongyang, via un durcissement des sanctions internationales et en travaillant avec la Chine pour resserrer l'étouffement autour du régime nord-coréen. Peu avant les propos du chef de la diplomatie américaine, une

organisation étatique nord-coréenne chargée de la propagande extérieure avait lancé, samedi, de nouvelles insultes à l'adresse de Donald Trump, le qualifiant de « vieux psychopathe » en « mission-suicide pour provoquer un désastre nucléaire qui réduira l'Amérique en océan de flammes ».

Ces derniers jours, l'hôte de la Maison Blanche avait qualifié d'« homme-fusée » embarqué dans une « mission-suicide » le numéro un nord-coréen, qui lui avait rétorqué : « gâteux mentalement dérangé ».

Cette spirale verbale alarme la communauté internationale et refait planer le spectre d'un essai nucléaire nord-coréen dans le Pacifique, susceptible d'entraîner une réaction des forces armées américaines. Les Etats-Unis ont répété à plusieurs reprises ne pas écarter « l'option militaire » contre la Corée du Nord, le président Donald Trump brandissant même la menace d'une « destruction totale » de ce pays. Mais de hauts responsables du gouvernement américain reconnaissent qu'une intervention militaire dans la péninsule serait compliquée et périlleuse, mettant en danger la population sud-coréenne à portée de l'artillerie du Nord.

Rex Tillerson s'était montré samedi peu empressé de défendre les tweets belliqueux du président Trump : « La situation est un peu surchauffée en ce moment. Je pense que tout le monde voudrait que ça se calme. » « Si la Corée du Nord cessait de tirer des missiles, cela apaiserait déjà pas mal les choses », avait-il cependant plaidé. Une éventuelle intervention militaire dépend du seul Donald Trump, mais « autant que je sache, le commandant en chef n'a pas tracé de lignes rouges », a-t-il également commenté.

« Des pas énormes dans la bonne direction »

Washington mise ouvertement sur les effets de la nouvelle batterie de sanctions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU après un puissant essai nucléaire de Pyongyang au début de septembre.

Alors que les Etats-Unis fustigeaient le manque de fermeté de la Chine, lui reprochant de ne pas faire suffisamment pression sur son turbulent voisin, ils ont applaudi les « progrès » des autorités chinoises à mesure qu'elles mettaient en musique la résolution onusienne. La Chine a ainsi annoncé jeudi que les entreprises nord-coréennes établies sur son territoire devraient fermer d'ici à janvier. Et le géant asiatique a confirmé qu'il limiterait de manière drastique ses exportations de produits pétroliers raffinés. « Des pas énormes dans la bonne direction », s'est félicité le département d'Etat américain.

Si la Chine assure « complètement » appliquer les sanctions onusiennes, elle s'oppose farouchement à toute intervention militaire dans la péninsule et plaide sans relâche pour une solution « pacifique » via des « pourparlers ». Pékin défend également l'idée d'un « double moratoire » - l'arrêt simultané des essais balistiques et nucléaires de Pyongyang et des manœuvres militaires américano-sud-coréennes : une solution dont Washington ne veut pas entendre parler.

Rex Tillerson rencontrait samedi le président Xi Jinping ainsi que son homologue Wang Yi, au cours d'une visite destinée à préparer le premier voyage du président Trump en Chine, prévu pour novembre. « Je suis convaincu que sa visite sera spéciale, merveilleuse et réussie », a assuré M. Xi, samedi, mettant en avant son « amitié personnelle » avec son homologue américain.

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 01.10.2017 à 02h14 • Mis à jour le 01.10.2017 à 14h34 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/10/01/pyongyang-ne-montre-pas-d-interet-pour-un-dialogue-avec-washington_5194210_3210.html

Les Etats-Unis assurent avoir des « canaux de communication » avec la Corée du Nord

C'est ce qu'a affirmé le secrétaire d'Etat américain alors que les dirigeants Donald Trump et Kim Jong-un sont engagés dans une violente escalade verbale.

Le dialogue n'est pas totalement rompu entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, malgré l'escalade verbale dans laquelle sont engagés Donald Trump et Kim Jong-un. « Nous ne sommes pas dans le noir complet, nous avons deux ou trois canaux [de communication] ouverts avec Pyongyang », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, samedi 30 septembre, devant des journalistes lors d'une visite en Chine.

« Nous pouvons leur parler, nous leur parlons », a insisté le chef de la diplomatie américaine ajoutant que les Etats-Unis « sondent » la volonté du régime de Kim Jong-un à engager des discussions sur son programme nucléaire. Il n'a pas précisé la nature de ces « canaux ». Un porte-parole du département d'Etat a ensuite ajouté que les Nord-Coréens n'ont montré « aucun signe d'intérêt » pour des discussions via ces canaux.

Rex Tillerson a rencontré à Pékin le président chinois Xi Jinping ainsi que son homologue Wang Yi. Cette visite était destinée à préparer le premier voyage de Donald Trump en Chine, prévu en novembre, mais aussi à aborder le dossier du nucléaire nord-coréen.

Pour autant, Rex Tillerson a assuré que la Chine, principal partenaire économique de la Corée du Nord, ne servait pas d'intermédiaire dans les communications entre Washington et Pyongyang : ce sont « nos propres canaux », a-t-il affirmé.

Prenant le contre-pied de son président, M. Tillerson a dit que la priorité dans ce dossier est « de calmer les choses ». Sa visite en Chine s'inscrit dans cette perspective. Les demandes américaines pour une plus grande fermeté de Pékin envers son allié nord-coréen seront abordées, comme elles le seront lors de la visite officielle de Donald Trump.

Le Monde.fr | 30.09.2017 à 15h58 • Mis à jour le 30.09.2017 à 21h57

* Le Monde.fr | 30.09.2017 à 15h58 • Mis à jour le 30.09.2017 à 21h57 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/09/30/nucleaire-nord-coreen-washington-a-des-canaux-de-communication-avec-pyongyang_5194123_3210.html

Moscou cherche à se poser en médiateur dans la crise nord-coréenne

Une haute diplomate nord-coréenne, responsable du département nord-américain à Pyongyang, a été longuement reçue dans la capitale russe.

Arrivée discrètement à Moscou deux jours plus tôt, la diplomate nord-coréenne Choe Son-hui, spécialiste des Etats-Unis, a été reçue pendant plus de quatre heures, vendredi 29 septembre, au

ministère des affaires étrangères russe par Oleg Bourmistrov, ambassadeur itinérant et l'un des principaux négociateurs du Kremlin sur les questions nucléaires. Officiellement, il s'agissait d'un « échange de points de vue sur la situation en Asie du Sud-Est ». Officieusement, la Russie cherche à jouer un rôle de médiateur dans la crise nord-coréenne.

La venue de l'envoyée spéciale de Kim Jong-un, qui participa comme conseillère et interprète entre 2003 et 2009 aux pourparlers à six entre Pyongyang, Séoul, Washington, Pékin, Tokyo et Moscou, sur la dénucléarisation nord-coréenne, a été précédée d'une salve de prises de position russes dans la presse anglo-saxonne autour d'un même thème : quoique pesant bien moins que son puissant voisin chinois sur le dossier, la Russie serait « bien placée » pour faire retomber la pression entre Washington et Pyongyang.

La position particulière de la Russie

« La Russie est généralement considérée comme relativement peu importante dans la plupart des discussions sur la crise nucléaire nord-coréenne, mais elle occupe une position unique pour aider à la désescalade », écrit ainsi Dmitri Trenine, directeur du centre de réflexion Carnegie de Moscou, dans une tribune parue dans le *New York Times*, le 18 septembre. « Le Kremlin comprend la psychologie nord-coréenne, affirme Fiodor Loukianov, président du Conseil russe pour la politique étrangère et de défense, proche du Kremlin, dans le *Financial Times* du 20 septembre. Puisque les dirigeants russes se sont sentis aussi historiquement assiégés. »

« La crise des missiles nucléaires en Corée du Nord n'a pas de solution facile, mais la gestion est à la fois possible et nécessaire, poursuit-il. Si la Russie le fait habilement, elle renforcera sa position en Asie-Pacifique et franchira une autre étape face à l'hégémonie américaine dans les affaires internationales. Moscou le perçoit, et cela explique certaines déclarations contradictoires. »

De fait, la Russie a — tout comme la Chine, principale alliée et partenaire commerciale de la Corée du Nord — approuvé la huitième salve de sanctions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU, après le dernier et le plus puissant des six essais nucléaires réalisés par Pyongyang, le 3 septembre. Mais dans le même temps, Vladimir Poutine a toujours pris soin de décrire ces sanctions comme « inutiles et inefficaces ».

« Des garanties de sécurité qui conviennent à Pyongyang »

« En Corée du Nord, ils sont prêts à manger de l'herbe plutôt que de renoncer à leur sécurité », avait-il déclaré au début de septembre, rappelant le sort du dictateur irakien Saddam Hussein, condamné à mort et pendu, et celui du Libyen Mouammar Kadhafi, lynché à mort, tous deux ayant été dépouillés de leurs armes de destruction massive. « Dans cette situation, il est nécessaire de trouver des garanties de sécurité qui conviennent à Pyongyang. Cela ne peut être fait que d'une manière politico-diplomatique », a assuré, vendredi, Mikhaïl Oulianov, directeur du département du contrôle et de la non-prolifération de l'armement nucléaire au ministère des affaires étrangères russe, où M^{me} Son-hui a également rencontré le vice-ministre Igor Morgoulov.

Le président russe se prévaut aussi d'avoir toujours poursuivi le dialogue avec la Corée du Nord, où il s'était rendu peu de temps après son arrivée au pouvoir, en 2000. Au lendemain de la visite du secrétaire d'Etat Rex Tillerson en Chine, le chef du Kremlin entend se poser en médiateur précieux. « L'attention se tourne habituellement vers la Chine (...), mais pour une foule de raisons stratégiques, il existe des limites inhérentes à ce que Pékin fera », assure Dmitri Trenine. Selon l'analyste, l'influence de la Russie est certes bien moindre que celle de son puissant voisin chinois, mais elle suscite en même temps « moins de ressentiment nationaliste et de soupçons parmi les Nord-Coréens ».

Isabelle Mandraud (Moscou, correspondante)

* LE MONDE | 29.09.2017 à 20h55 • Mis à jour le 29.09.2017 à 21h47 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/09/29/moscou-cherche-a-se-positionner-en-mediateur-dans-la-crise-nord-coreenne_5193835_3210.html

La Chine impose la fermeture des entreprises nord-coréennes sur son territoire en application des sanctions de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté huit trains de sanctions, toujours plus sévères, pour pousser Pyongyang à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique.

En application de la dernière batterie de sanctions adoptée par l'ONU, après un nouvel essai nucléaire de Pyongyang, le ministère du commerce chinois a annoncé, jeudi 28 septembre, que les entreprises établies en Chine par des entités ou des ressortissants de Corée du Nord devront être fermées d'ici à janvier.

« Les coentreprises sino-étrangères, entreprises à capitaux mixtes et à capitaux étrangers établies en Chine par des entités ou des individus de Corée du Nord devront être fermées d'ici à cent vingt jours », à compter de l'adoption de la résolution 2375 par le Conseil de sécurité de l'ONU le 11 septembre, précise le ministère.

Pékin avait déjà interdit, à la fin d'août, aux firmes et ressortissants nord-coréens d'établir de nouvelles entreprises sur son territoire.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté huit trains de sanctions, toujours plus sévères, pour pousser Pyongyang à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique.

La dernière résolution, votée après le sixième essai nucléaire, interdit à quelques exceptions près toutes les coentreprises avec les sociétés nord-coréennes et exige la fermeture de celles déjà existantes sous cent vingt jours.

Le Monde.fr avec AFP | 28.09.2017 à 12h52

* Le Monde.fr | 28.09.2017 à 12h52 :

http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2017/09/28/la-chine-impose-la-fermeture-des-entreprise-nord-coreennes-sur-son-territoire-en-application-des-sanctions-de-l-onu_5192889_3216.html

Les Etats-Unis revendiquent une « résolution diplomatique »

Washington a annoncé mardi prendre des sanctions à l'encontre de huit banques nord-coréennes accusées d'alimenter le développement du programme nucléaire de la Corée du

Nord.

Le ministre de la défense américain, Jim Mattis, a assuré, mardi 26 septembre, lors d'une conférence de presse à New Delhi, en Inde, que le « but » des Etats-Unis était « de résoudre ça diplomatiquement », le « ça » renvoyant à la crise actuelle avec la Corée du Nord.

« Nous gardons les capacités de contrer les menaces les plus dangereuses de la Corée du Nord, mais également d'appuyer nos diplomates de manière à cantonner cela le plus longtemps possible au niveau diplomatique », a-t-il précisé, alors que Pyongyang a menacé de procéder à un essai de bombe H dans l'océan Pacifique la semaine dernière.

Washington sanctionne huit banques

Washington a également annoncé, mardi, prendre des sanctions à l'encontre de huit banques nord-coréennes et 26 ressortissants accusés d'alimenter financièrement le développement du programme nucléaire de la Corée du Nord.

« Nous ciblons des banques nord-coréennes et des facilitateurs de financement qui représentent les banques nord-coréennes à travers le monde », a commenté le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, soulignant la stratégie américaine d'« isolement total » de la Corée du Nord, pour parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

« Les individus sanctionnés aujourd'hui sont des ressortissants nord-coréens opérant en Chine, Russie, Libye et aux Emirats arabes unis en leur qualité de représentants des banques nord-coréennes » dans ces pays, précise le Trésor dans un communiqué. Parmi les banques visées figurent l'Agricultural Development Bank, l'Hana Banking Corporation, l'International Industrial Development Bank ou encore la Jinmyong Joint Bank.

Cette annonce intervient moins d'une semaine après que les Etats-Unis ont renforcé l'arsenal de sanctions économiques visant des personnes et des entreprises accusées d'apporter leur aide au programme militaire nord-coréen.

Dimanche, le président états-unien a annoncé un nouveau décret migratoire interdisant d'entrée, entre autres, les citoyens nord-coréens. La veille, des bombardiers américains avaient volé près des côtes nord-coréennes pour envoyer un « message clair » au dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, selon le Pentagone.

Le même jour, le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri Yong-ho, faisait son discours à l'Organisation des Nations unies, qualifiant M. Trump de « personne dérangée » et « mégalomane ». Quelques jours plus tôt, à la même tribune, le président américain avait menacé de « détruire totalement » la Corée du Nord si le pays attaquait les Etats-Unis.

« Déclaration de guerre »

Lundi, la Corée du Nord avait accusé Donald Trump de lui avoir « déclaré la guerre », en envoyant des bombardiers près de ses côtes. Le ministre des affaires étrangères nord-coréen a menacé ainsi directement l'armée américaine :

« Nous avons tous les droits pour prendre des contre-mesures, y compris le droit d'abattre des bombardiers stratégiques, même s'ils ne se trouvent pas encore dans l'espace aérien de notre pays. »

« Trump a affirmé que nos dirigeants n'allaient plus être au pouvoir pour longtemps », s'est insurgé

le chef de la diplomatie nord-coréen. « La question de savoir qui ne restera pas là longtemps va trouver une réponse », a-t-il menacé.

« Nous n'avons pas déclaré la guerre à la Corée du Nord et, franchement, une telle suggestion est absurde », a rétorqué Sarah Huckabee Sanders, porte-parole de l'exécutif américain. « Nous avons le droit de voler, de naviguer et d'opérer partout dans le monde où c'est légalement permis », a fait valoir le Pentagone.

Reste que cet acte a ajouté une pression militaire à des tensions politiques qui ont duré toute la semaine, à l'occasion d'une surenchère d'insultes et de menaces de la part des deux pays.

La guerre serait « encore pire »

Dimanche, le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, avait déjà mis en garde contre « une catastrophe imprévisible » en cas de dérapage entre les deux pays. Selon lui, la crise actuelle peut être résolue par « des caresses, des suggestions et de la persuasion ».

La Chine, principale alliée de Pyongyang et première partisane d'une solution diplomatique à la crise, a également prévenu mardi que « personne ne sortirait vainqueur d'une guerre dans la péninsule coréenne, qui serait encore pire pour la région ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois s'est inquiété que « les provocations mutuelles » accroissent « le risque d'une confrontation ».

« Nous espérons que les responsables politiques américains et nord-coréens auront suffisamment de jugement politique pour comprendre que le recours à la force militaire ne sera jamais une façon viable de résoudre la question de la péninsule », a-t-il ajouté, alors que l'agence de presse sud-coréenne relevait mardi que la Corée du Nord semblait avoir renforcé ses défenses sur la côte orientale du pays.

Le Monde.fr avec AFP et Reuters

* Le Monde.fr | 26.09.2017 à 12h07 • Mis à jour le 26.09.2017 à 21h25 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/09/26/crise-avec-la-coree-du-nord-les-etats-unis-revendiquent-une-resolution-diplomatique_5191593_3210.html

La Corée du Nord accuse Trump de lui avoir « déclaré la guerre »

L'escalade verbale s'intensifie entre Washington et Pyongyang, qui menace d'abattre des bombardiers américains s'approchant de ses côtes.

Le ministre des affaires étrangères coréens Ri Yong-ho, le 25 septembre à New York. Le président des Etats-Unis, Donald Trump, a « déclaré la guerre » à la Corée du Nord, a estimé lundi 25 septembre le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri Yong-ho. La Maison Blanche a vivement rejeté ces accusations, les qualifiant d'« absurdes ».

Dans sa tirade, le ministre des affaires étrangères nord-coréen a menacé directement l'armée américaine :

« Nous avons tous les droits pour prendre des contre-mesures, y compris le droit d'abattre des bombardiers stratégiques, même s'ils ne se trouvent pas encore dans l'espace aérien de notre pays. »

« Trump a affirmé que nos dirigeants n'allaient plus être au pouvoir pour longtemps », s'est insurgé Ri Yong-ho. « La question de savoir qui ne restera pas là longtemps va trouver une réponse », a-t-il menacé.

Ces propos sont le dernier épisode de l'escalade des tensions entre Washington et Pyongyang. Dimanche, le président américain a annoncé un nouveau décret migratoire interdisant d'entrée, entre autres, les citoyens nord-coréens. La veille, des bombardiers américains avaient volé près des côtes nord-coréennes pour envoyer un « message clair » au dirigeant nord-coréen, selon le Pentagone.

Le même jour, Ri Yong-ho faisait son discours à l'Organisation des Nations unies, qualifiant M. Trump de « personne dérangée » et « mégalomane ». Quelques jours plus tôt, à la même tribune, le président américain avait menacé de « détruire totalement » la Corée du Nord si le pays attaquait les Etats-Unis.

« Ils ne seront plus là pour très longtemps »

Ripostant au chef de la diplomatie nord-coréenne, M. Trump l'a menacé en retour sur Twitter : « S'il se fait l'écho des pensées de "Little Rocket Man" [alias Kim Jong-un], ils ne seront plus là pour très longtemps », a-t-il écrit.

« Nous n'avons pas déclaré la guerre à la Corée du Nord et, franchement, une telle suggestion est absurde », a également rétorqué Sarah Huckabee-Sanders, porte-parole de l'exécutif américain. « Nous avons le droit de voler, de naviguer et d'opérer partout dans le monde où c'est légalement permis », a fait valoir le Pentagone.

Samedi, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Ri Yong-ho avait déjà dénoncé les récents propos tenus au même endroit par Donald Trump contre son pays, le qualifiant de « personne dérangée » et « mégalomane ».

Ces échanges verbaux ont suscité de multiples appels au calme, notamment de Moscou. « Quand vous avez une aggravation de la tension, de la rhétorique, alors vous avez un risque d'erreur » qui peut conduire « à de mauvaises compréhensions », a réagi lundi le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric : « La seule solution est une solution politique. »

La Corée du Sud a réclamé aux Etats-Unis d'« éviter l'escalade » face aux futures probables « provocations » de Pyongyang. « Il est impératif que nous, Corée du Sud et Etats-Unis, ensemble, puissions gérer la situation (...) de manière à éviter une escalade ultérieure des tensions ou des affrontements militaires accidentels qui pourraient rapidement dégénérer », a affirmé à Washington la ministre sud-coréenne des affaires étrangères, Kang Kyung-wha.

« Caresses, suggestions, persuasion »

Vendredi à l'ONU, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait réclamé que « les têtes chaudes se refroidissent ». Il faut privilégier « l'approche raisonnable et non émotionnelle – au lieu d'avoir une cour d'école où les enfants se battent sans que personne ne puisse les arrêter », avait-il dit.

Dans une interview dimanche, il a mis en garde contre « une catastrophe imprévisible » en cas de

dérapiage entre les deux pays. Selon lui, la crise actuelle peut être résolue via « des caresses, des suggestions et de la persuasion ».

En un peu plus d'un mois, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé deux séries de sanctions économiques (les 5 août et 11 septembre) chaque fois plus sévères pour contraindre Pyongyang à revenir aux négociations. Les discussions entre grandes puissances et Pyongyang sur ses programmes d'armement sont interrompues depuis 2009.

Washington a pris le 21 septembre de nouvelles sanctions économiques unilatérales. « Notre objectif reste le même ; nous cherchons une dénucléarisation pacifique de la péninsule coréenne », a fait valoir lundi la Maison Blanche, évoquant une « pression économique et diplomatique » aussi forte que possible.

Acte de guerre ?

Samedi, le ministre nord-coréen avait justifié le développement des armements nord-coréens par la crainte d'une attaque américaine. « Notre force nucléaire nationale est (...) dissuasive pour mettre un terme à la menace nucléaire des Etats-Unis et pour empêcher une invasion militaire » américaine. « Notre but ultime est d'établir un équilibre de pouvoirs avec les Etats-Unis », avait-il insisté, en assurant que son pays était « un Etat nucléaire responsable ».

La semaine dernière, la Corée du Nord a menacé de procéder à un essai de bombe H dans l'océan Pacifique. Ce serait « une démonstration choquante d'irresponsabilité », a jugé lundi le secrétaire américain à la défense, Jim Mattis. Sans répondre à une question lui demandant s'il s'agirait alors d'un acte de guerre.

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 25.09.2017 à 18h28 • Mis à jour le 26.09.2017 à 06h51 :

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/25/la-coree-du-nord-accuse-trump-de-lui-avoir-declare-la-guerre_5191260_3216.html

L'escalade verbale s'intensifie entre la Corée du Nord et Donald Trump

A l'allocution du chef de la diplomatie nord-coréenne après un vol de bombardiers américains près de son pays, Donald Trump a répondu sur Twitter.

Le président américain a l'art de la surenchère. Après avoir été qualifié de « mégalomane » par Ri Yong-ho, le chef de la diplomatie nord-coréenne, Donald Trump l'a directement menacé samedi 24 septembre sur Twitter. « Je viens d'entendre le ministre des affaires étrangères de la Corée du Nord s'exprimer aux Nations unies. S'il se fait l'écho des pensées de "Little Rocket Man" [alias Kim Jong-un], ils ne seront plus là pour très longtemps », a-t-il écrit.

Le ministre nord-coréen des affaires étrangères avait déclaré, plus tôt, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) que « l'objectif ultime » de la Corée du Nord était de parvenir à un équilibre des forces avec les Etats-Unis. Donald Trump a commis une « faute irréversible » en surnommant « Rocket Man » Kim Jong-un, a ajouté Ri Yong-ho, et rendu « encore plus inévitable » la

« venue de nos fusées sur l'ensemble du territoire continental des Etats-Unis ».

Qualifié aussi de « gangster », « personne dérangée » et « roi menteur », le chef d'Etat américain a « entaché cette enceinte de mots violents et imprudents » et représente aujourd'hui « une des plus grandes menaces pour la paix », a ajouté le ministre.

Mardi, Donald Trump avait menacé de « détruire totalement » la Corée du Nord si cette dernière attaquait les Etats-Unis ou leurs alliés, et la joute verbale n'a pas cessé depuis entre lui et Kim Jong-un. Vendredi, le président américain a qualifié son homologue de « fou qui ne craint pas d'affamer et de tuer son peuple », affirmant qu'il allait être mis à l'épreuve « comme jamais ».

Bombardiers américains

Après l'escalade verbale, la démonstration de force est arrivée samedi, quelques heures avant la tirade de Ri Yong-ho à l'ONU. Alors que la communauté internationale redoute un nouvel essai nucléaire de Pyongyang, des bombardiers américains ont volé près des côtes nord-coréennes, pour envoyer un « message clair » à Pyongyang. « Nous sommes prêts à utiliser toute la gamme de nos capacités militaires pour défendre les Etats-Unis et nos alliés », a affirmé dans un communiqué la porte-parole du Pentagone, Dana White.

Pendant ce temps, à Pyongyang, des dizaines de milliers de Nord-Coréens manifestaient sur la place Kim Il-sung en soutien à leur dirigeant et pour dénoncer les propos de M. Trump. Le leader nord-coréen estime que le président américain l'« a insulté, [lui] et [son] pays, sous les yeux du monde entier, et a livré la plus féroce déclaration de guerre de l'histoire », selon une dépêche de l'agence officielle nord-coréenne KCNA. « Je disciplinerai par le feu le gâteux américain mentalement dérangé », a-t-il ajouté.

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 23.09.2017 à 22h20 • Mis à jour le 24.09.2017 à 12h27 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/09/23/la-coree-du-nord-denonce-a-l-onu-un-trump-megalomane_5190306_3210.html
